09.05.2021 – 08:00 Uhr

Malgré un contexte incertain, 64% des électrices et électeurs continuent à soutenir l'accord institutionnel avec l'UE

Bâle (ots) -

Au cours des derniers mois, la politique suisse a été confrontée à diverses questions de politique européenne. Le sondage réalisé par gfs.bern sur mandat d'Interpharma montre que ni la crise du coronavirus, ni l'interminable débat sur l'accord institutionnel n'ont modifié durablement le point de vue de la population sur la politique européenne. Au contraire, 54% continuent à estimer que les accords bilatéraux présentent surtout des avantages, 16% seulement y voient plus d'inconvénients. Une nette majorité de 64% des électrices et électeurs est prête à assurer l'avenir des accords bilatéraux à l'aide d'un accord institutionnel, manifestant ainsi un soutien au Conseil fédéral pour la suite des négociations avec l'UE.

Les résultats publiés ce jour soulignent que les incertitudes mesurées en 2020 au sujet des relations entre la Suisse et l'UE se sont dissipées. 54% des sondé-e-s estiment que les accords bilatéraux sont avantageux pour la Suisse, 23% y voient des avantages et des inconvénients, et 16% pensent qu'ils présentent surtout des inconvénients. Les arguments qui comptent le plus en faveur des accords bilatéraux sont l'association de la Suisse aux programmes de recherche et de formation, l'accès au marché d'exportation ainsi que la mobilité. De même qu'en 2020, le niveau de soutien dans ces domaines atteint entre 80% et 90%. Les besoins en personnel spécialisé étranger sont reconnus par un nombre plus important de sondé-e-s que dans le passé. Des relations bien réglées entre la Suisse et l'Union européenne sont donc d'une importance fondamentale.

L'accord institutionnel reste majoritaire

De même que l'année passée, le soutien à un accord institutionnel est stable à un haut niveau: 64% de l'électorat. Les éléments prioritaires sont à cet égard le fait d'assurer l'accès au marché pour les exportations, ainsi que la prévisibilité pour l'économie de notre pays. 60% partagent aussi l'inquiétude d'une perte d'actualité des accords bilatéraux et d'une perte d'importance de la place économique suisse. Interpharma considère qu'un accord institutionnel avec l'UE est nécessaire pour sauvegarder la voie bilatérale. René Buholzer, directeur d'Interpharma, déclare à ce sujet:

"L'enquête montre qu'il existe un potentiel considérable de deux tiers des électrices et électeurs en faveur d'un accord institutionnel avec l'UE. La politique doit s'appuyer sur ce réservoir d'électeurs tournés vers l'avenir. Sans relations bien réglées avec l'UE, la place Suisse va encore perdre du terrain dans une concurrence internationale déjà de plus en plus rude. Il faut donc que le Conseil fédéral s'unisse pour poursuivre le plus vite possible les négociations sur l'accord institutionnel et résoudre les questions en suspens. Car ne pas agir a aussi un prix."

Des relations stables entre la Suisse et l'UE sont demandées

La Suisse doit s'engager activement dans le but de sauvegarder et perfectionner les conditions cadres. En font partie la stabilité politique, la sécurité juridique, des marchés d'exportation ouverts, la disponibilité de main-d'oeuvre qualifiée, un contexte de recherche qui récompense l'innovation et un environnement fiscal attrayant. Par conséquent, Interpharma attend du Conseil fédéral qu'il poursuive les négociations et résolve rapidement les questions en suspens, de manière à mener enfin à bien l'accord institutionnel. C'est la seule manière d'assurer l'avenir des accords bilatéraux et de renforcer la place économique suisse. La population suisse y est prête, son approbation stable en est le témoin.

Principaux résultats en bref

- 54% des personnes interrogées estiment que les accords bilatéraux sont avantageux pour la Suisse, 23% y voient à la fois des avantages et des inconvénients et 16% pensent qu'ils présentent surtout des inconvénients. La crise du coronavirus n'a pas fondamentalement renversé l'opinion à l'égard des relations entre la Suisse et l'UE.
- 64% approuveraient l'accord institutionnel dans les urnes. Du point de vue des électrices et électeurs, assurer l'accès au marché d'exportation est la priorité essentielle. 32% rejettent l'accord institutionnel.

Depuis 2015, Interpharma, l'Association des entreprises pharmaceutiques suisses pratiquant la recherche, mandate l'institut de recherche gfs.bern pour la réalisation d'un sondage d'opinion sur les relations entre la Suisse et l'UE.

Contact:

Cécile Rivière, responsable communication Suisse romande, Interpharma, Association des entreprises pharmaceutiques suisses pratiquant la recherche, tél. 079 800 25 91, cecile.riviere@interpharma.ch

Diese Meldung kann unter https://www.presseportal.ch/fr/pm/100002276/100870271 abgerufen werden.